



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DREAL Bretagne

Unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 Lorient

Lorient, le 8 janvier 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MIX BUFFET (GUER)

Parc d'Activités du Val Coric
BP 101
56380 Guer

Références : LM/E/2024
Code AIOT : 0005503567

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/09/2024 dans l'établissement MIX BUFFET (GUER) implanté Parc d'Activités du Val Coric BP 101 56380 Guer. L'inspection a été annoncée le 15/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Il s'agissait de vérifier par sondage la conformité des installations à l'arrêté du 16/07/97 relatif aux installations de réfrigération employant l'ammoniac comme fluide frigorigène soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 4735 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MIX BUFFET (GUER)
- Parc d'Activités du Val Coric BP 101 56380 Guer
- Code AIOT : 0005503567
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est spécialisé dans la préparation de salades composées. Les besoins en réfrigération sont assurés par des installations de réfrigération à l'ammoniac

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Visite annuelle de l'installation frigorifique	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Surveillance des installations NH3 frigorifiques	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Formation au risque NH3	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 54	Demande d'action corrective	3 mois
5	Consignes et procédures d'exploitation	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 6	Demande d'action corrective	1 mois
6	Systèmes de détection NH3 et alarme	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	Demande d'action corrective	3 mois
7	Equipements importants pour la sécurité	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39	Demande d'action corrective	3 mois
8	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 47	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Tuyauteries traversant les murs, plafonds et plancher de la SdM	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 3	Demande d'action corrective	1 mois
10	Portes et ouvertures de la SdM	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 3	Demande d'action corrective	1 mois
11	Murs, plancher et plafond de la SdM	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 3	Demande d'action corrective	1 mois
12	Ouvertures du système de ventilation mécanique	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 3	Demande d'action corrective	1 mois
13	Système d'extincteurs automatiques	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 3	Demande d'action corrective	1 mois
14	Rétention en salle des	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 32	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	machines			
15	Risque toxique - Canalisations	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 51	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
16	Protections individuelle et collective	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 53	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rubrique 4735	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur les 16 constats :

- 15 constats engendrent des suites de type "demande d'action corrective" ou "demande de justificatif" car les 6 installations frigorifiques (SdM2+PAC & SdM8, SdM4, SdM3, SdM5, SdM6, SdM7) détiennent chacune une quantité d'ammoniac inférieure au seuil de la déclaration (1,5 t) avec des circuits indirects, ce qui signifie que l'ammoniac (NH₃) reste en salle des machines,
- 1 constat est de type sans suite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubrique 4735

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Quantité de NH ₃ susceptible d'être présente dans les installations frigorifiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice de l'application de la réglementation applicable aux établissements recevant du public, le présent arrêté s'applique aux installations frigorifiques nouvelles ou existantes employant l'ammoniac comme fluide frigorigène qui sont soumises à autorisation « au titre de la rubrique n° 4735 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ».</p> <p>Au sens du présent arrêté une installation frigorifique comporte l'ensemble des équipements concourant à la production et à l'utilisation du froid, cela incluant les locaux qui les contiennent ou qui servent à leur exploitation.</p> <p>Pour la prise en compte de la quantité maximale d'ammoniac au titre du présent arrêté, il faut considérer la quantité d'ammoniac présente dans l'ensemble des tuyauteries, des réservoirs et des équipements intégrés dans le circuit de réfrigération et de compression...</p>

Constats :

La quantité de NH₃ autorisée au titre de la rubrique 4735 est de 2,54 t selon l'APC du 21/04/2023 sachant que l'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance (PAC) en février 2024 avec une quantité totale de 3,234 t de NH₃, répartie en 7 installations NH₃ frigorifiques à circuits indirects :

- Unité 1 :

* SdM2 (202 kg) + PAC (55 kg) et SdM8 (808 kg) qui sont dans le même local sans mur de séparation

* SdM4 (315 kg)

- Plate-forme logistique : SdM3 (450 kg)

- Unité 2 :

* SdM5 (450 kg)

* SdM6 (590 kg)

* SdM7 (328 kg) attenante à SdM6 mais indépendante

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Visite annuelle de l'installation frigorifique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, SdM2 + PAC, SdM8, SdM4, SdM3, SdM5, SdM6, SdM7

Prescription contrôlée :

Avant la première mise en service ou à la suite d'un arrêt prolongé du système de réfrigération, après une modification notable au sens de l'article 20 du décret du 21 septembre 1977 susvisé ou après des travaux de maintenance ayant nécessité un arrêt de longue durée, l'installation complète doit être vérifiée. Cette vérification est à réaliser par une personne ou une entreprise compétente; désignée par l'exploitant avec l'approbation de l'inspection des installations classées.

Cette vérification doit faire l'objet d'un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées inséré au dossier de sécurité. Les frais occasionnés par ces vérifications sont supportés par l'exploitant.

Une visite annuelle de l'installation frigorifique est effectuée par une personne ou une entreprise compétente nommément désignée par l'exploitant avec l'approbation de l'inspection des installations classées...

Constats :

Par mail du 25/07/2024, l'exploitant a communiqué à l'inspection :

- un audit de conformité, relatif aux SdM2 + PAC, SdM8, SdM3, SdM7, SdM4, réalisé le 12/06/2024 par Atlantic Réfrigération Consulting, qui met en évidence plusieurs non-conformités relatives aux articles suivants de l'AM NH₃ du 16/07/1997 : n° 1, 2, 3, 7, 8, 13 & 14, 19, 20, 24, 29, 32, 42, 45 & 46, 48, 51, 54

- un compte-rendu de visite annuelle, relatif à la SdM5, réalisée le 20/12/2023 par Clauger, qui met en évidence :

* plusieurs points non-satisfaisants relatifs aux articles suivants de l'AM NH₃ (A) du 16/07/1997 : n° 3, 6, 24, 39, 42, 45, 46, 53,

<p>* plusieurs points à améliorer relatifs aux articles suivants de l'AM NH₃ (A) du 16/07/1997 : n° 3, 8, 41, 49, 53.</p> <p>- un compte-rendu de visite annuelle, relatif à la SdM6, réalisée le 20/12/2023 par Clauger, qui met en évidence :</p> <p>* plusieurs points non-satisfaisants relatifs aux articles suivants de l'AM NH₃ (A) du 16/07/1997 : n°3, 6, 13, 24, 39, 42, 46, 53,</p> <p>* plusieurs points à améliorer relatifs aux articles suivants de l'AM NH₃ (A) du 16/07/1997 : n°3, 39, 41, 44, 47, 51, 53</p> <p>L'exploitant a présenté le jour de l'inspection un projet de tableau de suivi des actions correctives relatif aux 3 comptes-rendus précités.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit communiquer à l'inspection son tableau de suivi des actions correctives relatif aux 3 comptes-rendus de visite annuelle (Atlantic réfrigération du 16/06/2024, Clauger SdM5 du 20/12/2020, Clauger SdM6 du 20/12/2023) en indiquant la date de réalisation pour les non-conformités levées, la date prévisible de réalisation pour les non-conformités en cours de régularisation et le cas échéant un justificatif technico-économique si l'exploitant n'envisage pas de lever une non-conformité.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Surveillance des installations NH₃ frigorifiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, SdM2 + PAC, SdM8, SdM4, SdM3, SdM5, SdM6, SdM7</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux dangers de l'ammoniac et aux spécificités des installations le mettant en œuvre.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a précisé le nom de la personne en charge de la surveillance des installations NH₃ frigorifiques mais n'a pu présenter le jour de l'inspection un document formalisant la désignation de cette personne.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit communiquer à l'inspection un document formalisant la désignation de la personne chargée de la surveillance des installations NH₃ frigorifiques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Formation au risque NH₃

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 54

Thème(s) : Risques accidentels, SdM2 + PAC, SdM8, SdM4, SdM3, SdM5, SdM6, SdM7

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit veiller à la qualification professionnelle et à la formation sécurité de son personnel.

Une formation spécifique est assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance des installations frigorifiques ainsi qu'au personnel non affecté spécifiquement à celles-ci, mais susceptible d'intervenir dans celles-ci.

Cette formation doit notamment comporter :

- toutes les informations utiles sur l'ammoniac ;
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens de protection et d'intervention affectés à leur établissement. A la demande de l'inspecteur des installations classées, l'exploitant devra justifier les exercices qui ont été effectués ;
- un entraînement périodique à la conduite des installations frigorifiques en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci.

Constats :

- Formation spécifique assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance des installations frigorifiques ainsi qu'au personnel non affecté spécifiquement à celles-ci, mais susceptible d'intervenir dans celles-ci :

- L'audit de conformité réalisé par Atlantic Réfrigération Consulting le 12/06/2024 signale 10 personnes formées aux risques NH₃ (dernière formation en 2023 ; recyclage prévu tous les 5 ans)
- les CR de visite annuelle Clauger du 20/12/2023 (SdM 5 et 6) du 20/12/2023 signalent que les techniciens du site sont sensibilisés aux risques NH₃ sur les installations frigorifiques, par le biais de formation régulière.

- Exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens de protection et d'intervention : l'audit de conformité réalisé par Atlantic Réfrigération Consulting le 12/06/2024 signale l'absence d'exercice sur site.

Entraînement périodique à la conduite des installations frigorifiques en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci : non signalé dans les 3 comptes-rendus de visite annuelle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place :

- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens de protection et d'intervention affectés,
- un entraînement périodique à la conduite des installations frigorifiques en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Consignes et procédures d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, SdM2 + PAC, SdM8, SdM4, SdM3, SdM5, SdM6, SdM7
Prescription contrôlée : De façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté, les consignes et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations doivent comporter explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer : - en marche normale, - à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations - et à la remise en route après un arrêt prolongé pour d'autres causes que les travaux de maintenance et d'entretien. Elles doivent être tenues à disposition de l'inspection du travail et de l'inspection des installations classées.
Constats : Les CR de visite annuelle Clauger du 20/12/2023 (SdM 5 et 6) du 20/12/2023 signalent, au paragraphe 3 relatifs aux points non satisfaisants, l'absence de procédures pour chaque intervention fréquente effectuée par le personnel de maintenance (purge et appoint d'huile, etc) et des procédures d'urgence.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit communiquer à l'inspection les 3 consignes suivantes listées explicitement dans l'AM du 16/07/1997 : - en marche normale, - à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations, - et à la remise en route après un arrêt prolongé pour d'autres causes que les travaux de maintenance et d'entretien.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Systèmes de détection NH₃ et alarme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
Thème(s) : Risques accidentels, SdM2 + PAC, SdM8, SdM4, SdM3, SdM5, SdM6, SdM7
Prescription contrôlée : Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés

de manière à informer rapidement le personnel de tout incident. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant doit dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et doit déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les zones présentant les plus grands risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de vapeurs toxiques. Les zones de sécurité sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations. Ces détecteurs doivent être de type toximétrie dans les endroits où les employés travaillent en permanence ou susceptibles d'être exposés, et de type explosimétrie dans les autres cas où peuvent être présentes des atmosphères confinées.

L'exploitant fixera au minimum les deux seuils de sécurité suivants :

- le franchissement du premier seuil entraînera le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service, de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur ;
- le franchissement du deuxième seuil entraînera, en plus des dispositions précédentes, la mise à l'arrêt en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente (ce seuil est au plus égal au double de la valeur choisie pour le 1er seuil).

Tout incident ayant entraîné le dépassement du seuil d'alarme gaz toxique donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées durant un an.

Les détecteurs fixes doivent déclencher une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle.

Les systèmes de détection et de ventilation placés dans la salle des machines sont conformes aux normes en vigueur.

Des dispositifs complémentaires visibles de jour comme de nuit, doivent indiquer la direction du vent.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite du déclenchement d'une alarme ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

Constats :

L'audit de conformité réalisé par Atlantic Réfrigération Consulting le 12/06/2024 signale l'absence d'étude d'implantation de la détection ; et Le CR de visite annuelle Clauger du 20/12/2023 (SdM 6) du 20/12/2023 signale, au paragraphe 3 relatif aux points non satisfaisant, l'absence d'étude d'implantation des détecteurs.

Le CR de visite annuelle Clauger du 20/12/2023 (SdM 5) du 20/12/2023 signale, au paragraphe 3 relatif aux points non satisfaisants :

- la manche à air est enroulée dans son support ; elle doit être remise en service,
- l'absence de liaison entre le collecteur de rejet de soupapes et le capteur NH₃ dédié à la détection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit communiquer à l'inspection :

- les études relatives à l'implantation de la détection (toutes salles des machines),
- un justificatif de remise en service de la manche à air enroulée dans son support (SdM5),
- un justificatif relatif à la réalisation de la liaison entre le collecteur de rejet de soupapes et le capteur NH₃ dédié à la détection (SdM5).

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Equipements importants pour la sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39
Thème(s) : Risques accidentels, SdM2 + PAC, SdM8, SdM4, SdM3, SdM5, SdM6, SdM7
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le dispositif de conduite des installations est conçu de façon que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toutes dérives des paramètres de conduite par rapport aux conditions normales d'exploitation.</p> <p>L'exploitant détermine la liste des équipements et paramètres de fonctionnement importants, pour la sécurité des installations, en fonctionnement normal, en fonctionnement transitoire ou en situation accidentelle. Les paramètres importants pour la sécurité des installations sont mesurés, si nécessaire enregistrés en continu et équipés d'alarme.</p> <p>Les équipements importants pour la sécurité sont de conception simple, d'efficacité et de fiabilité éprouvées. Ces caractéristiques doivent être établies à l'origine de l'installation, mais aussi être maintenues dans le temps. Les dispositifs sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux produits manipulés, à l'exploitation et à l'environnement du système (choc, corrosion. etc.). Ces dispositifs et en particulier, les chaînes de transmission sont conçus pour permettre de s'assurer périodiquement, par test de leur efficacité.</p> <p>Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées pendant trois ans.</p> <p>Des consignes écrites doivent préciser la conduite à tenir en cas d'indisponibilité ou de maintenance de ces équipements.</p> <p>Des dispositions sont prises pour permettre, en toute circonstance, un arrêt d'urgence et la mise en sécurité électrique des installations. Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires. Les systèmes de mise en sécurité électrique des installations sont à sécurité positive.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les CR de visite annuelle Clauger du 20/12/2023 (SdM 5 et 6) du 20/12/2023 signalent, au paragraphe 3 relatifs aux points non satisfaisant, l'absence de consignes écrites qui doivent préciser la conduite à tenir en cas d'indisponibilité ou de maintenance des équipements importants pour la sécurité (EIPS).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit communiquer à l'inspection les consignes écrites qui doivent préciser la conduite à tenir en cas d'indisponibilité ou de maintenance des équipements importants pour la sécurité (EIPS).</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Equipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 47
Thème(s) : Risques accidentels, SdM2 + PAC, SdM8, SdM4, SdM3, SdM5, SdM6, SdM7
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation doit être conforme en tous points à la réglementation en vigueur concernant les appareils à pression de gaz, les compresseurs frigorifiques et les canalisations d'usine. La prise en compte des normes en vigueur est recommandée pour l'installation de production et de mise en oeuvre du froid.</p> <p>+ art. 6 de l'AM du 20/11/2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples,</p> <p>+ cahier technique professionnel (CTP) du 23/07/2020 pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression, qui annule et remplace celui du 7 juillet 2014, et qui impose notamment, à partir du 2/01/2021, l'élaboration d'un « plan d'inspection », rédigé sous la responsabilité de l'exploitant par une personne habilitée (cf. §.A8 du CTP frigo du 20 juillet 2020).</p>
<p>Constats :</p> <p>Par mails du 25/07/2024, l'exploitant a communiqué les tableaux de recensements ESP des SdM NH3 de l'unité 1 et de l'unité 2.</p> <p>Le CR de visite annuelle Clauger du 20/12/2023 (SdM 6) du 20/12/2023 signale, au paragraphe 3 relatif aux points à améliorer, l'absence de report de marquage de la précédente requalification périodique de la SdM6</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit communiquer à l'inspection un justificatif relatif au report de marquage de la précédente requalification périodique de la SdM6.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Tuyauteries traversant les murs, plafonds et plancher de la SdM

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, SdM2 + PAC, SdM8, SdM4, SdM3, SdM5, SdM6, SdM7
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les salles des machines doivent être conformes aux normes en vigueur.</p> <p>+ §.5.8 de la norme NF EN 378-3 :</p> <p>Toutes les tuyauteries et conduites de ventilation traversant les murs, plafonds et planchers des</p>

salles des machines doivent être scellées lorsqu'elles traversent les murs, plafonds ou planchers. Le joint d'étanchéité doit avoir une résistance au feu au moins équivalente à celle des murs, plafonds ou planchers.
Constats : Le CR de visite annuelle Clauger du 20/12/2023 (SdM 5) signale, au paragraphe 3 relatifs aux points à améliorer, l'absence de calfeutrement au niveau du passage de tuyauterie alimentation eau tour et le passage de câbles à l'entrée de la SDM, à droite de la porte en rentrant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit communiquer à l'inspection des justificatifs relatifs à la réalisation des scellements au niveau du passage de tuyauterie alimentation eau tour et le passage de câbles à l'entrée de la SDM, à droite de la porte en rentrant (SdM5)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Portes et ouvertures de la SdM

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, SdM2 + PAC, SdM8, SdM4, SdM3, SdM5, SdM6, SdM7
Prescription contrôlée : Les salles des machines doivent être conformes aux normes en vigueur. + §.5.12.1 de la norme NF EN 378-3 : Les salles des machines doivent avoir des portes s'ouvrant vers l'extérieur et en nombre adéquat pour assurer l'évacuation des personnes en cas d'urgence. Les portes doivent être étanches et à fermeture automatique. Elles doivent être conçues de manière à pouvoir s'ouvrir de l'intérieur (système anti-panique). Les portes doivent être de construction coupe feu résistant pendant au moins une heure, grâce à des matériaux et une construction soumis à essai conformément à l'EN 1634. Il ne doit y avoir aucune ouverture permettant le passage involontaire de fluides frigorigènes, de vapeurs, d'odeurs et de tout autre gaz s'échappant vers un espace occupé.
Constats : Le CR de visite annuelle Clauger du 20/12/2023 (SdM 5) signale, au paragraphe 3 relatifs aux points à améliorer, l'absence de groom au niveau de la porte de la SDM et l'édicule condenseur. Le CR de visite annuelle Clauger du 20/12/2023 (SdM 6) signale, au paragraphe 3 relatifs aux points à améliorer, l'absence de groom au niveau de la porte de l'édicule condenseur ; et réparer les grooms de la SdM.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit communiquer à l'inspection des photos relatives à l'installation ou à la réparation des grooms des SdM et édicules condenseurs 5 et 6.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Murs, plancher et plafond de la SdM

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, SdM2 + PAC, SdM8, SdM4, SdM3, SdM5, SdM6, SdM7

Prescription contrôlée :

Les salles des machines doivent être conformes aux normes en vigueur.

+ §.5.12.3 de la norme NF EN 378-3 :

Les murs, le plancher et le plafond entre la salle des machines et le reste du bâtiment doivent être de

construction coupe-feu résistant pendant au moins une heure et être hermétiquement scellés. Ils doivent être construits dans des matériaux et selon une construction conformes aux EN 1363, EN 1364 et EN 1365.

Constats :

L'audit de conformité réalisé par Atlantic Réfrigération Consulting le 12/06/2024 signale l'existence :

- d'espaces libres (art. 2, SdM2),
- les confinements condenseurs ne sont pas correctement étanches (art. 19, SdM2 8, 4, 7)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit communiquer à l'inspection des justificatifs relatifs :

- à la suppression d'espaces libres (SdM2),
- à l'amélioration de l'étanchéité des confinements condenseurs (SdM2 8, 4, 7).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Ouvertures du système de ventilation mécanique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, SdM2 + PAC, SdM8, SdM4, SdM3, SdM5, SdM6, SdM7

Prescription contrôlée :

Les salles des machines doivent être conformes aux normes en vigueur.

+ §.5.13.5 de la norme NF EN 378-3 :

Les ouvertures du système de ventilation mécanique doivent être placées et avoir des dimensions permettant d'obtenir un débit d'air suffisant, compte tenu des caractéristiques du fluide frigorigène, du choix d'admission ou de refoulement et des performances du ventilateur. Les ouvertures d'admission et de refoulement doivent être disposées de manière à évacuer le fluide frigorigène dans toutes les conditions de fuite du fluide,

+ guide Ineris 2015 de rédaction des EDD NH₃ frigorifique : ...dans l'analyse des risques, en cas de perte d'utilité (Extracteur HS), on doit maîtriser le risque pour les personnes qui seraient à proximité et qui seraient impactées par les vapeurs pouvant sortir par les grilles d'air neuf...

Constats :

L'audit de conformité réalisé par Atlantic Réfrigération Consulting le 12/06/2024 signale l'absence de grilles d'air neuf avec un système à ventelles dynamique (art. 3, SDM4, 2 et 3).

Le CR de visite annuelle Clauger du 20/12/2023 signale l'absence de grilles d'air neuf avec un système à ventelles dynamique (art. 3, SdM5).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit communiquer à l'inspection des justificatifs relatifs à la mise en place de systèmes à ventelles dynamiques sur les grilles d'air neuf (SdM4, 2, 3 et 5).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Système d'extincteurs automatiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, SdM2 + PAC, SdM8, SdM4, SdM3, SdM5, SdM6, SdM7

Prescription contrôlée :

Les salles des machines doivent être conformes aux normes en vigueur.

+ §.5.14.3.3 de la norme NF EN 378-3 :

Si des systèmes d'extinction d'incendie à eau pulvérisée sont installés dans les salles des machines avec des systèmes frigorifiques contenant du R-717, les conditions suivantes doivent être remplies :

- les têtes des extincteurs sont activées séparément à 141 °C ou plus (haute température selon l'EN 12845) ;
- l'activation du système d'extincteurs ne se fait pas par commande de priorité manuelle ;
- l'installation des extincteurs est conforme aux exigences de l'EN 12845...

<p>Constats :</p> <p>L'audit de conformité réalisé par Atlantic Réfrigération Consulting le 12/06/2024 signale que certaines têtes de sprinklage ne sont pas conformes vis-à-vis de l'EN378 : têtes rouges +68°C au lieu de têtes bleues +141°C (art. 46, par exemple SdM3)</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit communiquer à l'inspection des attestations de conformité au §.5.14.3.3 de la norme NF EN 378-3 pour toutes les SdM équipées de système d'extincteurs automatiques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 14 : Rétention en salle des machines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 32</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, SdM2 + PAC, SdM8, SdM4, SdM3, SdM5, SdM6, SdM7</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute utilisation d'ammoniac susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol, notamment à l'ensemble de la salle des machines, doit être associée à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100% de la capacité du plus grand réservoir; - 50% de la capacité globale des réservoirs associés. <p>La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique de l'ammoniac. Il en est de même pour le dispositif d'obturation, qui doit être maintenu fermé en conditions normales. L'étanchéité du (des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme les déchets...</p>
<p>Constats :</p> <p>L'audit de conformité réalisé par Atlantic Réfrigération Consulting le 12/06/2024 signale que la rétention par pente de niveau des SDM est difficile à évaluer (art. 32, SdM2 + PAC, SdM8, SdM4, SdM3, SdM7).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit communiquer à l'inspection des justifications sur les rétentions des SDM : coupes pour voir les pentes au sol, et calcul des volumes (SdM2 + PAC, SdM8, SdM4, SdM3, SdM7).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 15 : Risque toxique - Canalisations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 51
Thème(s) : Risques accidentels, SdM2 + PAC, SdM8, SdM4, SdM3, SdM5, SdM6, SdM7
Prescription contrôlée : ...Les canalisations ...doivent être efficacement protégées contre les chocs et la corrosion.
Constats : L'audit de conformité réalisé par Atlantic Réfrigération Consulting le 12/06/2024 signale : <ul style="list-style-type: none">- l'existence de points de corrosion sur les extrémités (points de purge) ainsi que l'absence de bouchon en SdM2,- un bouteillon d'huile est dans un puits, sans possibilité de contrôle avec présence d'humidité et d'huile en point bas (SdM2),- tuyauterie gaz HP avec présence de corrosion (SdM4) Le CR de visite annuelle Clauger du 20/12/2023 (SdM5) signale, au paragraphe 3 relatif aux points à améliorer, l'absence de protection sur les tirants des échangeurs à plaque des évaporateurs, Le CR de visite annuelle Clauger du 20/12/2023 (SdM6) signale, au paragraphe 3 relatif aux points à améliorer, l'absence de bande grasse sur les tirants des échangeurs du skid de 2014.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit communiquer à l'inspection des justificatifs relatifs : <ul style="list-style-type: none">- au traitement des points de corrosion sur les extrémités (points de purge) ainsi que l'absence de bouchon (SdM2),- à la vérification du bouteillon d'huile dans un puit (SdM2),- à la vérification de la tuyauterie gaz HP avec présence de corrosion (SdM4)- à la protection contre la corrosion des tirants des échangeurs à plaque des évaporateurs (SdM5)- à la mise en place de bande grasse sur les tirants des échangeurs du skid de 2014 (SdM6)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 16 : Protections individuelle et collective

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 53
Thème(s) : Risques accidentels, SdM2 + PAC, SdM8, SdM4, SdM3, SdM5, SdM6, SdM7
Prescription contrôlée : En dehors des moyens appropriés de lutte contre l'incendie, l'exploitant doit mettre à la disposition du personnel travaillant dans l'installation frigorifique : <ul style="list-style-type: none">- des appareils de protection respiratoire en nombre suffisant (au minimum deux) adaptés aux risques présentés par l'ammoniac ;- des gants, en nombre suffisant, qui ne devront pas être détériorés par le froid, appropriés au risque et au milieu ambiant ;- des vêtements et masques de protection adaptés aux risques présentés par l'ammoniac doivent

être conservés à proximité des dépôts et ateliers d'utilisation ;

- des brancards pour évacuer d'éventuels blessés ou intoxiqués.

L'ensemble de ces équipements de protection doit être suffisamment éloigné des réservoirs, accessible en toute circonstance et situé à proximité des postes de travail. Ces matériels doivent être entretenus en bon état, vérifiés périodiquement et rangés à proximité d'un point d'eau et à l'abri des intempéries.

L'établissement dispose en permanence d'une réserve d'eau et de l'appareillage approprié (douches, douches oculaires, etc.) permettant l'arrosage du personnel atteint par des projections d'ammoniac. Ce poste est maintenu en bon état de fonctionnement et régulièrement vérifié.

Constats :

Le CR de visite annuelle Clauger du 20/12/2023 (SdM 5) signale, au paragraphe 3 relatifs aux points à améliorer, des équipements à remplacer (rinçage-œil, vanne d'actionnement de la douche) ou à réparer (douche fuyarde),

Le CR de visite annuelle Clauger du 20/12/2023 (SdM 6) signale, au paragraphe 3 relatifs aux points à améliorer, le masque présent dans le coffret n°11 à contrôler et le système douche de sécurité non fonctionnel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit communiquer à l'inspection des justificatifs relatifs :

- au remplacement du rinçage-œil et de la vanne d'actionnement de la douche ; et à la réparation de la douche (SdM5),
- au contrôle du masque présent dans le coffret n°11, à la révision du système douche de sécurité non fonctionnel (SdM6).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

